

qu'elle joue véritablement un rôle de stabilisation. Nous avons mis sur pied un Bureau d'examen de l'endettement agricole et déclaré un moratoire sur les saisies de la Société du crédit agricole. Nous avons supprimé les taxes fédérales de vente et d'accise sur les carburants pour machines agricoles. L'année dernière, en raison de la gravité de la crise, nous avons engagé un milliard de dollars pour le bénéfice des producteurs céréaliers dans le cadre des Programmes spéciaux sur le grain canadien. En fait, sans compter ce milliard de dollars, le budget du ministère fédéral de l'Agriculture était l'année dernière supérieur de 60 % à celui de l'année précédant l'arrivée au pouvoir du gouvernement Mulroney. Outre cet argent consacré à l'agriculture, notre gestion globale des finances publiques a été si réussie que les taux d'intérêt exigés des agriculteurs sont aujourd'hui inférieurs de 4 à 5 % à ce qu'ils l'étaient il y a trois ans. D'après nos calculs, toute baisse de 1 % des taux d'intérêt se traduit par une somme approximative de 240 millions \$ pour les agriculteurs canadiens. Ces mesures sont importantes et constituent un aspect seulement du programme que le gouvernement Mulroney consacre à l'agriculture, qui est et demeurera l'une de nos grandes priorités.

Cependant, je n'ai pas à vous dire que le sentiment de crise qui règne dans les milieux agricoles du Canada est profond et croissant. À Barrhead et Fort Assiniboine, le prix de l'orge aujourd'hui est, en termes réels, ce qu'il était dans les années 30. Cinquante agriculteurs du Manitoba ont déclaré faillite l'année dernière; en Saskatchewan, on en a dénombré 45, en Alberta 93 et en Ontario 102. Les coûts de production continuent à monter alors que les prix chutent. De plus en plus d'agriculteurs doivent travailler à l'extérieur pour assurer la croissance de leurs opérations. Beaucoup de familles d'agriculteurs se voient confrontées à la perspective d'abandonner l'agriculture. Les problèmes sont complexes et personne, au plan national comme au plan international, ne prétend qu'il soit facile d'y apporter des solutions.

Nous pouvons toutefois agir et je veux ce soir vous parler de certaines initiatives que prend le Canada sur la scène internationale pour vitaliser son agriculture. Ces initiatives tombent dans quatre grandes catégories.

Tout d'abord, nous recherchons de nouveaux marchés pour les produits canadiens. Cela englobe évidemment les activités traditionnelles, par exemple négocier avec l'URSS un accord pour l'achat d'un minimum de 25 millions de tonnes de céréales canadiennes au cours des cinq prochaines années. En fait, malgré le subventionnement massif du